

Philip Chazotte
Revised 8

ADMINISTRATION FINANCIERE DU CANADA.

RESPONSABILITÉS RESPECTIVES

DES

GOVERNEMENTS CONSERVATEUR & REFORMISTE

Nous divisons l'administration financière du Canada en trois parties. La première partie traite de la DETTE PUBLIQUE et de ce qui s'y rattache, comme les emprunts et les intérêts; la deuxième traite des DEFICITS, et la troisième des FRAIS ANNUELS DE L'ADMINISTRATION.

Pour être aussi clair et précis que possible, nous avons cru devoir rejeter à la fin de cet exposé les réponses que nous avons à faire à certaines accusations d'extravagance administrative dirigées contre le gouvernement Mackenzie et dont l'examen n'aurait fait qu'embarrasser la marche de la démonstration rigoureusement succincte que nous avons entreprise.

Les conservateurs tiennent le gouvernement Mackenzie responsable de l'augmentation de la dette publique depuis 1873, de la création des déficits et de l'augmentation des dépenses annuelles. Etablissons la valeur de ces prétentions.

1. DETTE PUBLIQUE.

L'opposition accuse le gouvernement Mackenzie d'avoir augmenté la dette publique et le tient responsable de cette augmentation. Voici comment elle procède :

“ En 1873, disent les conservateurs, la dette publique était de \$130,778,098 et aujourd'hui la dette publique est de \$174,675,834, ce qui fait une augmen-

tation de près de \$44,000,000 dont il faut tenir l'administration actuelle responsable, puisque c'est depuis 1873 que nos affaires lui sont confiées." Voyons jusqu'à quel point cette accusation est fondée.

On n'a pas oublié que l'Hon. M. Mackenzie et ses collègues sont arrivés au pouvoir le 7 novembre 1873. Dans cette année, 1873, l'Hon. M. Tilley, ministre des finances dans le gouvernement de Sir John A. Macdonald, a négocié en Angleterre un emprunt se chiffrant par \$8,760,000 qui n'a pu figurer aux comptes publics qu'en 1874. Cet emprunt était autorisé par l'acte de 1868, 31 Vict., ch. 13 et par l'acte de 1869-70, 32, 33 Vict. ch. 1. C'est l'emprunt à 4 p. c. ayant la garantie impériale. En référant à la page LXI des comptes publics de 1877 on verra que cet emprunt, qui est remboursable en trente ans, ne deviendra à maturité qu'en octobre et en avril 1903, ce qui reporte à 1873 la date où il a été effectué. On ne saurait donc raisonnablement rendre le gouvernement Mackenzie responsable de l'emprunt de ces \$8,760,000. Jusqu'à 1873 la dette contractée en vertu des actes de 1868 et 1869-70 ne s'élevait qu'à la somme de \$7,300,000; en ajoutant à ce montant les \$8,760,000 empruntées par M. Tilley, on a exactement le chiffre \$16,060,000 comme emprunt à 4 p. c. ayant la garantie impériale qui figure dans les comptes publics sous l'année 1874. [Voir *comptes publics* 1877, p. IX.]

Nos adversaires confondent à dessein la dette apparente avec la dette réelle. La dette apparente, c'est le passif pur et simple; mais, pour avoir une idée exacte de l'état des affaires, il faut nécessairement tenir compte de l'actif que nous avons en mains*. En déduisant le montant de notre actif de la somme de notre passif [dette apparente] on obtient le chiffre exact de la dette réelle. Ainsi, il est bien vrai qu'en 1877 notre dette apparente s'élève à \$174,675,834; mais comme nous avons un actif de \$41,467,140 qu'il faut déduire du passif, il ne reste plus, comme dette réelle, que \$133,208,694. Voici un tableau qui montre la progression de notre dette publique depuis 1867 jusqu'à 1878 exclusivement :

Progression de la dette publique sous le gouvernement conservateur.

Années.	Dette apparente.	Actif.	Dette réelle.	Aug. en un an.
1 Juillet 1867.....	\$93,046,051	\$17,317,410	\$75,728,641	\$
" 1868.....	96,896,666	21,139,531	75,757,135	28,494
" 1869.....	112,361,998	36,504,679	75,857,319	102,184
" 1870.....	115,993,706	37,783,964	78,209,842	2,350,923
" 1871.....	115,492,682	37,786,165	77,706,517	.....
" 1872.....	122,400,179	40,213,107	82,187,072	4,480,555
" 1873.....	130,778,098	30,929,636	99,848,462	17,661,390
" 1874.....	141,163,551	32,838,586	108,324,965	8,476,503

* L'actif se compose des fonds d'amortissement sur nos différents emprunts, des effets inscrits au Bureau du Receveur-Général, des bons pour caisses d'épargne, etc., etc., tel qu'indiqué sous le titre ACTIF à la p. IX des Comptes Publics 1877.

Sous le gouvernement réformiste.

1 Juillet 1875.....	151,663,401	35,655,023	116,008,378	7,983,413
" 1876.....	161,204,687	36,653,173	124,551,514	8,543,136
" 1877.....	174,675,834	41,467,140	133,208,694	8,637,180

(Voir pour augmentation de la dette p. XVI Comptes Publics 1877.)

Total de l'augmentation sous le gouvernement conservateur, de 1874 sur 1867.....	\$32,596,324
Total de l'augmentation sous le gouvernement réformiste, de 1877 sur 1874.....	24,883,778
Dans les trois dernières années de leur règne, de 1874 sur 1871, les conservateurs ont augmenté la dette de.....	30,618,448
En 1873, la dernière année dont ils se disent responsables, les conservateurs ont augmenté la dette publique de.....	17,661,390
La plus forte augmentation annuelle des réformistes, 1877, n'a été que de.....	8,637,180

(Voir Comptes Publics, page IX.)

De ceci il résulte qu'en cinq ans le gouvernement réformiste a emprunté moins que le gouvernement conservateur en trois ans. Cependant il ne faut pas méconnaître que cette augmentation de \$24,883,728 effectuée par le gouvernement actuel constitue un fait sérieux, et si le ministère n'avait pas de raisons majeures pour la justifier, il devrait être condamné. Etablissons la valeur de ces raisons et voyons qui est réellement responsable de l'augmentation de la dette publique.

Pendant leur séjour au pouvoir les anciens ministres avaient lié le Canada à des obligations énormes et ils laissèrent à leurs successeurs en office le soin de tirer le pays de l'embarras où il se trouvait.

Voici un état des obligations contractées par l'ancien gouvernement :

Canaux.....	\$43,800,000
Chemin de fer intercolonial.....	10,000,000
Chemin de fer du Pacifique.....	30,000,000
Chemins de fer de la N. E. et du N. B.....	2,000,000
Chemin de fer de l'Île du Prince Edouard.....	2,500,000
Travaux moindres.....	4,500,000
Améliorations du St. Laurent.....	2,500,000
Avances.....	1,000,000
	<hr/>
	\$96,000,000

C'est-à-dire que le gouvernement conservateur avait entrepris pour \$96,000,000 de travaux dont il laissait l'exécution au le parachèvement au gouvernement réformiste. De plus nous avons des dettes à maturité au montant de \$35,000,000. Est-il étonnant, après cela, que nous devions aujourd'hui \$24,883,728 de plus qu'en 1874? Ces travaux publics étant

commencés, on ne pouvait en interrompre le cours. Voici un état officiel qui établit que cette augmentation de la dette est due aux conservateurs, puisque la somme en a été appliquée à l'exécution de travaux commencés avant le 1er juillet 1874 :

Canaux du St. Laurent, 1873-74.....	\$73,449 73	
do do 1874-75.....	219,811 88	
do do 1875-76.....	377,984 86	
do do 1876-77.....	1,535,964 41	
1er Juillet 1877 au 28 Février 1878.....	1,113,279 05	
		\$3,320,489 93
Canal Welland, 1873-74.....	\$446,698 22	
do 1874-75.....	1,047,119 91	
do 1875-76.....	1,569,478 19	
do 1876-77.....	2,199,962 61	
1er Juillet 1877 au 28 Février 1878.....	1,685,590 70	
		\$6,948,849 63
Trav. sur l'Ottawa, 1873-74.....	\$144,071 21	
do 1874-75.....	445,462 61	
do 1875-76.....	430,145 41	
do 1876-77.....	332,037 10	
1er Juillet 1877 au 28 Février 1878.....	52,153 47	
		\$1,403,869 80
Canal de la Baie Verte, 1873-74.....	404 20	
do do 1874-75.....	443 00	
do do 1875-76.....	110 75	
do do 1876-77.....	22 30	
1er Juillet 1877 au 28 Février 1878.....	0 00	
		\$980 25
Edifices publics, 1873-74.....	\$ 64,566 97	
do 1874-75.....	189,484 11	
do 1875-76.....	267,839 73	
do 1876-77.....	258,833 09	
1er Juillet 1877 au 28 Février 1878.....	132,458 15	
		\$913,182 05
Chemins de fer, N. Ecosse et N. Br., 1873-74.....	\$ 84,782 02	
do do do 1874-75.....	780,638 63	
do do do 1875-76.....	109,330 13	
do do do 1876-77.....	314,295 03	
1er Juillet 1877 au 28 Février 1878.....	66,230 52	
		\$1,355,276 33

Chemin de fer Intercolonial, 1873-74.....	\$1,159,724 88
do do 1874-75.....	2,645,460 92
do do	998,991 46
do do	1,004,057 16
.....	118,325 02
	<hr/> \$5,926,559 44

Chem. de fer du Pacifique, 1873-74.....	\$190,224 88
do do 1874-75.....	1,546,241 67
do do 1875-76.....	3,346,567 06
do do 1876-77.....	1,691,149 97
1er Juillet 1877 au 28 Février 1878.....	1,515,165 27
	<hr/> \$8,289 348 85

Ch. de fer de l'Île du Prince Edouard, 1873-74.....	\$000,000 00
do do do 1874-75.....	46,086 63
do do do 1875-76.....	42,564 10
do do do 1876-77.....	200,000 00
1er Juillet 1877 au 28 Février 1878.....	0 00
	<hr/> \$288,650 73

Total..... \$28,447,188 90

Depuis que le présent gouvernement est au pouvoir :

Canal Chambly.....	\$2,495 00
Canal St. Pierre.....	86,121 09
	<hr/> 88,616 00

Total dépensé depuis le 1er Juillet 1873 au 28 Février 1878..... \$28,535,804 99

D'où il résulte que jusqu'au 28 Février 1878 le gouvernement Mackenzie a dépensé, pour l'exécution et le parachèvement de travaux entrepris par le gouvernement conservateur ou commencés pendant que Sir John A. Macdonald était au pouvoir, la somme de..... \$28,447,189

La dette a été augmentée de..... 24,883,728

Différence..... \$3,563,461

RÉCAPITULATION.

En 1877, la dette réelle est de.....\$133,208,694

En 1874, " " 108,324,965

Augmentation sous Mackenzie, \$24,883,729

Ces \$24,883,729 sont dépensés pour l'exécution des travaux suivants entrepris ou commencés sous le gouvernement conservateur :

Canaux du St. Laurent.....	\$3,320,490	
Canal Welland.....	6,948,850	
Travaux sur l'Ottawa.....	1,403,870	
Canal de la Baie Verte.....	980	
Edifices publics.....	913,182	
Chemins de fer de la N. E. et du N. B.....	1,355,276	
Chemin de fer Intercolonial.....	5,926,559	
Chemin de fer du Pacifique.....	8,289,349	
Chemin de fer de l'Île du Prince Edouard.....	288,651	
		\$28,447,189

pour entreprises dues aux conservateurs et pour l'exécution desquelles le gouvernement réformiste a augmenté la dette de..... 24,883,729

Ce qui laisse en faveur du gouvernement une différence de.... \$3,563,460

Et, comme on a pu le voir par l'état officiel que nous publions plus haut, il n'y a eu de dépensé pour l'exécution des travaux entrepris par le gouvernement actuel que la somme de \$88,616.

Qu'on dise maintenant qui est responsable de l'augmentation de la dette publique.

EMPRUNTS.

De la responsabilité pour les conservateurs de l'augmentation de la dette publique sous le gouvernement Mackenzie découle nécessairement la responsabilité des emprunts effectués par ce gouvernement. L'Hon. M. Cartwright, ministre des finances, a fait trois emprunts en Angleterre : le premier, en 1874, \$19,466 666, en vertu de l'acte de 1872, passé par les conservateurs et autorisant le gouvernement à emprunter \$30,000,000 pour la construction du chemin de fer du Pacifique ; le second en 1875, \$4,866,666, et le troisième, en 1876, \$12,166,666. Ces deux derniers emprunts étaient autorisés par l'acte 36 Vict. (1873) chap. 60, 62 ; par la 35 Vict. ch. 71 (1872) et par la 36 et 37 Vict. (1873) ch. 45. Statut 1873, p. V. Le montant en a été affecté au chemin de fer Intercolonial, à l'entretien des territoires du Nord Ouest, à l'élargissement des canaux, etc., etc.

INTÉRÊT SUR LA DETTE.

La somme payée annuellement pour intérêt sur la dette publique a aussi augmenté sous le gouvernement Mackenzie ; mais cette augmentation a été nécessitée par les emprunts plus haut mentionnés, qu'il a fallu négocier afin

de faire face aux obligations contractées par le gouvernement conservateur et énumérées plus haut. Mais si le montant que nous payons chaque année comme intérêt sur les sommes que la politique conservatrice nous a mis dans l'obligation d'emprunter est plus élevé que sous le régime de Sir John A. Macdonald, le taux de l'intérêt a considérablement baissé. Pendant que nous payons une moyenne de $5\frac{1}{2}$ p. c. sur les sommes empruntées par le gouvernement tory, nous ne payons qu'une moyenne de $4\frac{1}{2}$ p. c. sur les emprunts négociés par l'Hon. M. Cartwright. C'est à dire qu'en sauvant 1 p. c. nous faisons, sur les $36\frac{1}{2}$ millions que nous avons empruntés, une épargne annuelle de \$365,000—\$1,000 par jour—que nous devons à l'habileté déployée par l'Hon. M. Cartwright, ministre des finances dans le gouvernement Mackenzie.

(Voir *Comptes Publics* 1877 p. XIV et XV.)

2. LES DEFICITS.

En 1875-76 nos dépenses ayant été de.....	\$24,488,372 11
Et nos revenus de	22,587,587 05

Nous avons eu un déficit de	\$1,900,785 06
-----------------------------------	----------------

En 1876-77 nos dépenses ayant été de.....	23,519,301 77
Et notre revenu de.....	22,059,274 11

Nous avons eu encore un déficit de.....	\$1,460,027 66
---	----------------

Ces deux sommes réunies forment un déficit total de \$3,360,812.72 que les conservateurs attribuent à l'incapacité de la présente administration. Examinons ce que vaut cette autre accusation. Réduisons d'abord à ses proportions véritables le déficit de ces deux années. Nous avons affecté la somme de \$1,650,000 au rachat de la dette, ce qui porte le déficit réel à environ \$1,700,000.

En jetant un coup d'œil sur la page XIX des comptes publics de 1877, on constatera que ce déficit n'est pas dû à l'augmentation des dépenses annuelles, mais bien, plutôt, à la décroissance de nos revenus. En effet, grâce à la déplorable dépression financière qui sévit si rigoureusement partout, de \$218,000,000 qu'était jadis notre commerce, il a été brusquement réduit à \$186,000,000; ce qui accuse immédiatement une décroissance de \$32,000,000 que le gouvernement ne pouvait prévoir lorsqu'il présentait ses estimations à la Chambre. Cette décroissance dans le commerce a nécessairement amené une diminution proportionnelle dans les recettes de nos douanes qui forment la source principale de nos revenus. Ainsi, pendant qu'en 1874-75 nos douanes rapportaient \$15,361,382, elles ne produisaient en 1875-76 que

\$12,833,114, et en 1876-77 que \$12,538,451. C'est dans cette diminution énorme de nos revenus douaniers que réside la cause des déficits que nous avons eus, et pas ailleurs. Voici un état des importations et du revenu de notre fisc depuis 1867 :

Années.	Importations.	Droits perçus.
1867-68.....	\$73,459,644	8,819,431
1868-69.....	70,415,165	8,298,909
1869-70.....	74,814,339	9,462,940
1870-71.....	96,092,971	11,843,655
1871-72.....	111,430,527	13,045,493
1872-73.....	128,011,281	13,017,730
1873-74.....	128,213,582	14,421,882
1874-75.....	123,070,283	15,361,382
1875-76.....	93,210,346	12,833,114
1876-77.....	99,327,962	12,548,451

(Voir Rapport du Commerce et Navigation, 1877, page V.)

La diminution subite qui s'est manifestée dans nos importations en 1875-76 explique la diminution de nos revenus, cause de nos déficits. Si le chiffre proportionnel de nos importations était resté le même, au lieu d'avoir un déficit nous aurions eu un excédant de \$5,000,000, puisque, dans cette hypothèse, le revenu de toutes provenance aurait été de \$27,000,000.

On ne peut raisonnablement exiger d'un gouvernement qu'il prévienne exactement le chiffre des importations qui se feront dans une année à venir, et le fait qu'un déficit provient d'une diminution dans le revenu fiscal ne saurait prouver l'incompétence qu'on attribue à l'administration réformatrice.

Du reste, lors même que l'accusation d'incapacité dirigée contre les ministres du jour et basée sur les déficits en question serait fondée, ce ne sont pas les conservateurs qui seraient en droit de la formuler, eux qui pendant six ans ont entassé déficit sur déficit, ainsi que le démontre le tableau suivant certifié par M. John Langton, ci-devant auditeur général des comptes publics :

	Recettes.		Dépenses.		Déficits.		Pourcentage de la Variation.	Comparaison avec 1875-76.
	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.		
Année fin. le 31 Déc. 1858...	5,270,627.05		8,645,944.64		3,375,317.59		39.0393	9,560,090
do do 1859...	6,597,017.58		8,091,761.85		1,494,744.27		18.4736	4,523,884
do do 1860...	7,436,585.10		9,410,575.09		1,973,989.99		20.9773	5,137,000
do do 1861...	7,543,926.20		9,542,934.29		1,999,008.09		20.9475	5,129,700
do do 1862...	7,377,165.90		9,441,497.04		2,064,331.14		21.8644	5,354,235
do do 1863...	8,602,364.48		9,472,854.67		870,490.19		9.1893	2,250,310
6 mois fin. le 30 Juin 1864...	4,763,208.19		4,423,281.47		.....		.....	935,260
Année fin. le 30 Juin 1865...	9,573,786.61		9,953,957.00		380,170.39		3.8192	
do do 1866...	11,652,444.40		10,834,812.93		.....		.....
do do 1867...	11,399,001.50		11,381,950.91		.....		.....

On voit, par la dernière colonne de chiffres, que si en 1875-76, notre déficit eut été proportionné à celui de 1858, il aurait été de \$9,560,090 au lieu d'être de \$1,900,785, et ainsi de suite pour les autres années.

Et voilà comment ceux qui en sept ans ont créé des déficits au montant de \$12,000,000, accusent d'incompétence et d'incapacité ceux qui en cinq ans ont eu \$1,700,000 de déficit !

Mais ce n'est pas tout : l'Hon. M. Tilley, ministre des finances sous Sir John A. Macdonald, s'il fut resté au pouvoir en 1873, aurait eu un déficit de plus d'un million à l'expiration de l'année fiscale 1874-75.

En effet les estimations premières de M. Tilley pour les dépenses de 1874-75 étaient de.....	\$20,941,183
Ses premières estimations supplémentaires.....	368,340
Ses secondes estimations supplémentaires	57,300
Ses troisièmes estimations supplémentaires.....	100,000
Autorisées par la 36 Vict. ch. 30 et 41 et pour la dette du N. B..	819,349
Enfin autorisées par la 36 Vict. ch. 31 (augm. des salaires).....	300,555
Soit.....	\$22,586,727

Comme, cette année là, les dépenses ont été de \$23,713,071, le déficit aurait été de \$1,126,344, attendu que l'Hon. M. Tilley n'avait pas pourvu aux dépenses nécessitées pour les besoins suivants :

Admission de l'Île du P. Edouard autorisée par la 36 Vict. ch. 40...	\$418,000
Organisation de la police montée, en vertu de la 36 Vict. ch. 35...	200,000
Balance avancée en vertu d'ordre en Conseil.....	480,282
Total.....	\$1,098,282

(Voir *Comptes publics* de 1873, page 300.)

C'est pour éviter le déficit que l'imprévoyance de M. Tilley nous menageait que l'Hon. M. Cartwright a augmenté le tarif de $2\frac{1}{2}$ p. c.

Il est donc bien établi que les déficits de l'administration Mackenzie sont dus à la diminution du revenu des douanes, diminution qu'il faut mettre sur le compte de la crise financière que le monde traverse et non l'attribuer à l'incapacité de ceux qui ont succédé aux hommes qui pendant six ans ont accumulé des déficits au montant de \$12,000,000.

3. FRAIS ANNUELS D'ADMINISTRATION.

De même que l'opposition tient le gouvernement Mackenzie responsable de la progression de la dette publique, ainsi elle l'accuse d'avoir augmenté les frais annuels d'administration, et elle fait peser sur le ministère réfor-

miste la responsabilité de l'augmentation qu'elle signale dans les dépenses générales. Comme l'opposition procède sur la question de l'accroissement des dépenses de la même façon que pour la question de l'augmentation de la dette publique, nous allons adopter pour répondre la méthode que nous avons suivie pour établir les responsabilités respectives des gouvernements conservateur et réformiste au sujet de la progression de la dette.

Les conservateurs disent : En 1876-77 les dépenses pour l'ad-	
ministration ont été de.....	\$23,519,301 77
En 1872-73, dernière année du régime conservateur, ces	
mêmes dépenses ont été de.....	19,174,647 92
Augmentation sous le gouvernement Mckenzie	\$4,344,653,85

C'est-là, dans toute sa force, l'accusation à laquelle nous entreprenons de répondre.

D'abord, il n'est pas vrai que l'année 1872-73 soit la dernière du régime conservateur. L'existence du gouvernement réformiste date du 7 novembre 1873, et les dépenses jusqu'au 30 juin 1874 ont été faites par le gouvernement conservateur pour une partie de cette année fiscale et par le gouvernement Mackenzie pour l'autre partie; mais ce dernier n'en est pas responsable, pour la raison qu'elles avaient été fixées par les estimations présentées par le ministre des finances conservateur dans la session qui a eu lieu au commencement de l'année 1873, et les crédits ont été votés par la majorité conservatrice de la députation. Les crédits se votent toujours un an d'avance; c'est pourquoi en 1873 le gouvernement conservateur a pourvu aux dépenses nécessaires pour l'administration pendant l'année qui devait s'écouler entre le 30 juin de cette année-là et le 1er juillet de l'année 1874. Du reste, il est évident que, l'eût-il voulu, le gouvernement réformiste n'aurait pas eu le temps de pourvoir à ces dépenses. En effet, immédiatement après le 7 novembre 1873, daté de l'avènement du gouvernement Mackenzie, ont eu lieu les élections des ministres qui ont été non moins immédiatement suivies de la dissolution du parlement. Cette dissolution du parlement a amené aussitôt les élections générales de 1874, après quoi nous avons eu la session qui, commencée au mois d'avril, s'est terminée en juin, à la veille de l'expiration de l'année fiscale. A part les dépenses nécessitées pour les élections et la session—environ \$400,000—le gouvernement actuel n'a donc pas eu le temps d'encourir d'autres frais que ceux fixés par le budget du gouvernement précédent.* Or les dépenses pour l'année fiscale 1873-74 dont les conservateurs sont res-

* L'Hon. M. Tilley, ministres des finances dans le gouvernement de Sir John A. Macdonald, a reconnu dernièrement à St. Jean, N. B., que l'administration conservatrice est responsable des dépenses faites durant l'année fiscale 1873-74.

ponsables ont été de \$23,316,316.75. Ainsi, l'augmentation des dépenses générales faites en 1876-77 sur celles faites la dernière année du régime tory n'est pas de \$4,344,654, comme le prétendent nos adversaires, mais seulement de \$202,985. Nous expliquerons plus loin les raisons de cette légère progression. Remarquons de suite qu'en une seule année les conservateurs ont augmenté les dépenses de \$4,143, 669. En effet, comme on vient de le voir, c'est au gouvernement conservateur qu'il faut attribuer la dépense pour 1873-74, ci \$23,316,317
Les dépenses de l'année précédente ayant été..... 19,172,648

L'augmentation en un an est donc..... \$ 4,143,669

Voyons, à présent, dans quelles proportions les deux gouvernements ont respectivement augmenté les frais annuels de l'administration depuis 1867 jusqu'à 1877:

DÉPENSES GÉNÉRALES ANNUELLES.

Sous le Gouvernement Conservateur.

1867-68.....	\$13,486,092.96
1868-69.....	14,038,084.00
1869-70.....	14,345,509.58
1870-71.....	15,623,081.72
1871-72.....	17,589,468.82
1872-73.....	19,174,647.92
1873 74.....	23,316,316.75

Augmentation en 7 ans..... \$ 9,380,223.79

(Voir *Comptes Publics* 1877, p. XIX.)

Soit 73 p. c. d'augmentation en 7 ans ou 10 p. c. par an.

Nous avons déjà fait remarquer que dans sa dernière année le gouvernement conservateur a augmenté les dépenses générales de la somme de \$4,141,669. Cette augmentation se répartit sur les *items* qui apparaissent dans l'état suivant :

	1872-73.	1873-74.	Augmentat	Diminut.
Intérêt	\$5,209,205	\$5,724,436	\$515,231	\$.....
Administration de la dette	172,981	238,003	65,022	.....
Amortissement.....	407,826	513,920	106,094	.....
Escompte.....	5,763	26,680	21,017	.....
Subsides provinciaux	2,921,399	3,752,757	831,358	.....
Gouvernement civil	750,874	883,685	132,811	.....
Administ. de la justice.....	398,966	459,037	60,071	.....
Police.....	49,813	56,387	6,574	.....
Penitenciers	270,661	395,551	124,890	.....

	1872-73.	1873-74.	Augmentat.	Diminut.
Législation	614,487	784,041	169,561	.....
Exploration géologique ...	64,631	97,824	38,183	.....
Arts, agric. et statistiques.	10,690	19,091	8,401	.....
Recensement.....	57,766	39,470	.....	18,096
Immigr. et quarantaine....	287,368	318,572	31,204	.....
Hôpitaux de marine.....	48,150	66,462	18,312	.....
Pensions	49,204	56,458	7,249	.....
Mises à la retraite.....	53,026	64,442	11,416	.....
Milice.....	1,248,663	977,376	.....	271,287
Travaux publics.....	1,597,614	1,826,001	228,387	.....
Service à vapeur sur mer et dans l'intérieur.....	456,190	407,701	.....	48,489
Phares	480,375	537,057	56,682	.....
Pêcheries.....	97,878	76,247	.....	21,631
Insp. nav. à vapeur	13,266	10,292	.....	2,974
Divers	63,849	102,160	38,311	.....
Octrois aux Sauvages	63,777	146,668	82,291	.....
Terres de la Puissance.....	237,676	283,163	45,487	.....
Forces de la Puissance à Manitoba.....	147,368	209,169	61,801	.....
Police montée N. O.....	.....	199,159	199,159	.....
Organisation du N. O.....	.....	12,262	12,262	.....
Délimitation de la fron- tière des E. U .....	.....	89,293	89,293	.....
Ditto, Ditto, Ontario..	.....	2,430	2,430	.....
Magasins militaires.....	.....	144,906	144,906	.....
Remises de droits de dou- anes années précédentes..	.....	69,330	69,330	.....
Douanes.....	567,766	658,299	90,533	.....
Accise.....	171,705	206,935	35,230	.....
Mesurage du bois.....	69,692	82,886	13,894	.....
Bureau de poste.....	1,067,866	1,387,270	319,404	.....
Travaux moindres.....	1,495,185	2,889,679	896,494	.....
Petits revenus.....	22,263	11,371	.....	10,892
Total.....	\$19,174,647	\$23,316,316	\$4,515,038	\$373,369

RÉSUMÉ.

Dépenses publiques 1873-74	\$23,316,316
Dépenses publiques 1872-73	19,174,647
Différence ou augmentation	\$ 4,141,669
Augmentation sur 35 items.....	4,515,038
Moins la diminution sur six items.....	373,369
Augment. pour une seule année sous le gouvern. conserv.	\$ 4,141,669

Sous le Gouvernement Réformiste.

1874-75.....	\$23,713,071.04
1875-76.....	24,488,372.11
1876-77.....	23,519,031.77

Augment. ou dépenses générales en 3 ans. \$ 202,715.02

Soit 1 p. c. pour 3 ans, ou $\frac{1}{3}$ de 1 p. c. par an pendant que les conservateurs, lorsqu'ils étaient au pouvoir, augmentaient les dépenses générales dans la proportion de 10 p. c. par an. Cependant, cette augmentation de $\frac{1}{3}$ de 1 p. c. par an faite sous le gouvernement réformiste, toute minime qu'elle paraît, serait condamnable s'il n'y avait pas des raisons valables pour la justifier; mais il arrive que, comme dans le cas de l'augmentation de la dette, l'accroissement des dépenses annuelles, sous le régime libéral, est due au gouvernement conservateur, et c'est pour faire face aux obligations créées dans la dernière année du règne de Sir John A. Macdonald que le gouvernement Mackenzie s'est vu obligé d'augmenter les dépenses générales d'une couple de cent mille piastres.

En 1872-73, le gouvernement conservateur a créé de nouvelles dépenses au montant de \$3,995,000 autorisées par des actes qu'il a fait passer. Voici les items nouveaux que nous avons depuis 1872-73 et qui apparoissent aux comptes publics de 1873-74 :

Dette provinciale et subside au Nouveau-Brunswick.....	\$ 820,000
Annexion de l'Île du Prince Edouard	500,000
Intérêt semestriel (emprunt Tilley, 1873).....	225,000
Service postal	300,000
Augmentation du salaire des employés publics, 1873.....	300,000
Travaux publics.....	500,000
Police montée.....	200,000
Session extraordinaire (affaire du T. tique).....	200,000
Traités avec les Indiens	100,000
Divers.....	850,000
Total.....	\$3,995,000

(Voir *Hansard* 1878, p. 344.)

On a vu que de 1867 à 1874, les conservateurs ont augmenté les dépenses de \$10,000,000. Voici les principaux items qui ont causé cette augmentation.

Chemin de fer Intercolonial, intérêt.....	\$2,400,000
Entretien du Nord-Ouest, de la police montée, traités avec les Sauvages.....	1,000,000
Pour le chemin de fer du Pacifique et l'entrée de la Colombie Anglaise, intérêt	1,000,000
Travaux publics, intérêt.....	1,000,000
Dettes provinciales de l'Île du Prince Edouard.....	1,640,000
Total.....	\$7,040,000

En faisant la part des recettes de toute nature, ceci représente une perte sèche annuelle de \$5,000,000 qui constitue l'intérêt d'un capital de \$110,000,000.

(Voir *Hansard* 1878, p. 442.)

Les estimations de 1877-78 étant de..... \$23,128,000
Si on déduit ces..... 5,000,000

On obtient un montant de..... \$17,128,000

qui serait le chiffre de notre dépense annuelle si le gouvernement conservateur n'avait pas engagé le pays dans les entreprises colossales que l'administration du jour est obligée d'exécuter. Au lieu d'avoir un déficit, nous aurions, chaque année, un excédant de plus de \$4,000,000.

Jusqu'à présent nous avons parlé des dépenses *générales* et nous avons reconnu que sous le gouvernement réformiste il y a eu progression dans ces dépenses *générales*, bien que les conservateurs seuls soient responsables de cette augmentation. Mais il y a un point qu'il ne faut pas oublier; ces dépenses générales se divisent en deux catégories bien distinctes: la catégorie des dépenses sujettes à contrôle et la catégorie des dépenses qui ne peuvent être contrôlées. Les dépenses qui ne peuvent être contrôlées sont:

Intérêt sur la dette publique	\$ 6,797,227.25
Frais d'administration de la dette publique.....	183,544.24
Fonds d'amortissement	328,373.59
Prime, escompte, change	24,331.20
Subsides provinciaux.....	3,655,850.58
Total	\$11,489,326.95

En effet, on conçoit qu'il est impossible de contrôler, de diminuer des dépenses de cette nature qui sont fixées par les statuts et qui sont absolument nécessaires pour faire face aux obligations extravagantes mais sacrées auxquelles le gouvernement Macdonald a soumis le pays. Il en est ainsi pour les *items* suivants qui apparaissent aux comptes publics sous le chef: *Détuctions sur le revenu*:

Douanes	\$ 721,604.94
Accise	211,157.18
Poids et mesures.....	111,085.70
Inspection des produits canadiens	648.64
Falsification des aliments.....	4,903.46
Inspection et mesurage du bois.....	68,171.76
Postes	1,705,311.54
Travaux publics	2,351,832.40
Petits revenus	20,181.01

Total

\$ 5,194,896.64

En ajoutant les frais de la dette et les subsides..... \$11,489,326.95

On a comme total des dépenses incontrôlables.... \$16,684,223.59

Ce qui laisse environ \$7,000,000, sur lesquels les gouvernants peuvent plus ou moins, exercer un contrôle.

Voici les dépenses susceptibles de contrôle :

Dépenses ordinaires, 1876-77.

Gouvernement civil	\$ 812,193.03
Administration de la justice.....	565,597.84
Police	11,355.62
Pénitenciers.....	303,168.98
Législation	596,006.34
Exploration géologique.....	95,558.85
Arts, agriculture, statistiques	65,767.18
Recensement	7,546.75
Immigration et quarantaine.....	353,951.04
Hôpitaux de marine.....	62,408.52
Pensions	112,531.13
Fonds de retraite.....	104,826.99
Milice et défense.....	560,451.87
Travaux publics	1,262,823.27
Service à vapeur par voie de mer et à l'intérieur.....	462,335.07
Phares et service côtier	471,278.49
Pêcheries	96,348.08
Inspection des bateaux-à-vapeur.....	13,073.01
" des compagnies d'assurance.....	7,512.76
Divers	105,507.43
Octrois aux Sauvages.....	301,596.00
Terres fédérales.....	90,521.71
Troupes fédérales à Manitoba	29,969.17
Police montée au Nord-Ouest	352,749.05

Total \$6,835,078.18

Or, pour ces items sur lesquels un gouvernement peut faire des économies, le gouvernement conservateur a dépensé en 1873-74..... \$8,324,076.17

Et, en 1876-77, le gouvernement réformiste n'a dépensé que..... 6,835 078.00

Ce qui constitue une diminution de..... \$1,488,998.17

Voici un état des dépenses sujettes à contrôle depuis 1873 jusqu'à 1877 :

1872-73.....	\$7,062,095.36
1873-74.....	8,324,076.17
1874-75	7,868,690.04
1875-76.....	8,569,774.11
1876-77.....	6,835 078.00

Ces économies du gouvernement Mackenzie, au montant de \$1,488,998.17 sur l'année 1873-74, ont été pratiqués sur les items énumérés dans l'état suivant :

	1873-74.	1876-77.	Economies.
Gouvernement civil	\$ 883,655.53	\$ 812,193.03	\$ 71,482.50
Police	56,387.54	11,355.62	45,031.92
Pénitenciers	395,551.76	303,168.98	92,382.78
Législation	784,048.15	596,003.34	188,041.81
Exploration géologique	97,814.38	95,558.85	2,255.53
Recensement	39,470.34	7,546.75	31,923.59
Hôpitaux de marine.....	66,462.53	62,408.52	4,054.01
Milice	977,376.27	550,451.87	426,924.40
Travaux publics.	1,826,001.03	1,262,825.27	563,177.76
Phares	537,057.63	471,278.49	65,779.14
Terres fédérales.....	283,163.78	90,521.71	192,642.07
Troupes à Manitoba	209,169.42	29,969.17	179,200.28
Territoire, N. O.....	12,262.41	.....	12,262.41
Délimitation de la frontière des E.-U.....	79,293.60	.....	79,293.60
Do. do. Ontario.....	2,430.00	.....	2,430.00
Approvisionnements militaires.	144,906.00	.....	144,906.00
Remises de droits.....	69,330.02	.....	69,330.02

Et on a pu épargner ainsi sur le tout une somme de \$1,488,998.17, bien qu'il ait fallu pourvoir aux dépenses nouvelles nécessitées par la mise à exécution des traités avec les Indiens du Nord-Ouest, pour la police du N.-O.; pour les frais encourus par l'admission de l'Ile du Prince-Edouard et par l'établissement de la Cour Suprême.

Les conservateurs ne manquent jamais, lorsqu'ils sont sur ce sujet, de signaler les quelques items sujets à contrôle sur lesquels il y a eu augmentation sous le gouvernement Mackenzie. Outre que ces augmentations isolées peuvent être justifiées, cette manière de procéder de nos adversaires n'est pas loyale. Il n'est pas question de savoir si sur tel ou tel item sujet à contrôle le gouvernement du jour a dépensé plus que l'administration Macdonald, mais bien de constater si, sur l'ensemble, il a opéré des économies. Nous pensons avoir établi le fait en démontrant qu'en 1876-77 le gouvernement Mackenzie a dépensé pour les frais ordinaires du service administratif \$1,488,998.17 de moins que le gouvernement Macdonald, pendant la dernière année qu'il est resté au pouvoir.

RÉCAPITULATION.

En 1876-77, les dépenses générales sont de... \$23,519,031.77
 En 1873-74, ces dépenses générales ont été... 23,316,316.75

Augmentation sous les libéraux en trois ans \$ 202,715.02

Cette augmentation des dépenses générales n'est que de $\frac{1}{3}$ de 1 p. c. par an sous le gouvernement Mackenzie, pendant qu'elle était de 10 p. c. par an sous le gouvernement Macdonald. Et encore, comme nous l'avons établi plus haut, cette légère progression des dépenses sous l'administration réformatrice est due au fait des conservateurs qui, en 1873, ont créé des obligations nouvelles qui nous mettent dans la nécessité d'augmenter les dépenses de plus de \$4,000,000 en une seule année et qui obèrent notre revenu depuis cette époque.

Mais ces dépenses générales comprennent les dépenses sujettes à contrôle et celles qui ne le sont pas. Dans les dépenses qui peuvent être contrôlées le gouvernement Mackenzie, loin d'avoir augmenté le chiffre atteint par l'ancien gouvernement, l'a, au contraire, considérablement diminué. Ainsi, ces dépenses étaient :

En 1873-74, dernière année du régime conservateur ... \$8,324,076.17
 En 1876-77, sous le gouvernement réformiste..... 6,835,078.00

Economies par le gouvernement Mackenzie..... \$1,488,998.17

DE QUELQUES ACCUSATIONS D'EXTRAVAGANCE ADMINISTRATIVE PORTÉES CONTRE LE GOUVERNEMENT MACKENZIE.

Quand l'opposition veut attaquer le gouvernement, elle se garde bien d'envisager l'ensemble de la politique réformatrice ; elle préfère prendre quelques *items* isolés dans les comptes publics et faire voir que sur ces points particuliers le gouvernement actuel a fait des dépenses que le gouvernement précédent avait évitées. C'est ainsi qu'elle parle de l'augmentation des frais de l'immigration, des dépenses pour la mise à la retraite des employés publics, de celles nécessitées par la mise en opération de la loi concernant l'inspection des poids et mesures, etc., etc. Examinons ce qu'il en est de ces accusations.

DEPENSES POUR L'IMMIGRATION.

1873-74.	1876-77.	Augmentation.
\$318,572.87	\$353,951.04	\$35,378.17

D'où les conservateurs concluent que le gouvernement du jour a fait une augmentation extravagante sur cet *item*. Cependant, sur ces \$353,951.04,

il faudrait, pour être juste, déduire le prêt fait aux Mennonites (*) et les secours envoyés aux Islandais du Nord-Ouest visités par l'épidémie de la petite vérole. Dans le premier cas le gouvernement n'a pas *dépensé*, mais il a seulement *prêté* une somme qui lui sera remboursée; dans le second cas qui, nous l'espérons, ne se répètera pas, c'était une affaire d'urgence, d'humanité; et nous ne pensons pas que le gouvernement puisse être condamné pour avoir porté secours à la colonie islandaise en détresse. Ces deux items réunis forment une somme de \$100,000, ci.

Prêt aux Mennonites.....	\$ 79,000
Secours aux Islandais	21,000
Total	\$100,000

En déduisant cette somme de celle qui a été dépensée pour les frais de l'immigration, on obtient comme dépenses réelles en 1876-77..... \$253,951.04
Et en déduisant cette dernière somme de celle dépensée par le gouvernement conservateur en 1873-74, soit..... 318,572.87

On a une économie réelle pratiquée par le gouvern. actuel de \$ 64,621.83

MISE A LA RETRAITE DES EMPLOYÉS PUBLICS.

Les adversaires du gouvernement Mackenzie l'accusent d'avoir augmenté le fonds pour la mise à la retraite des employés publics de \$51,800.96, en portant, en 1876-77, l'*item* à \$104,826.99, lorsque, sous le gouvernement conservateur, en 1872-73, ce fonds n'avait été que de \$53,026.03.

La réponse à cet avancé, c'est que l'année 1872-73 n'est pas la dernière année du régime conservateur; car il a déjà été expliqué maintes et maintes fois que c'est le gouvernement de Sir John A. Macdonald qui a fixé les dépenses pour 1873-74, et rien n'a pu être déboursé qui n'eût été demandé par M. le ministre Tilley et accordé par la majorité conservatrice qui soutenait alors le ministère Macdonald. Or, l'augmentation sous ce chef, en trois ans de régime libéral, n'est pas de \$51 800.96, mais seulement de \$40,384.15. Voici un état comparatif du fonds de retraite pour 1873-74 et 1876-77.

1873-74.	1876-77.	Augmentation.
\$64,442.84	\$104,826.99	\$40,384.15

(Voir *Comptes publics* 1877, p. XIX.)

Ainsi, en trois ans, le ministère libéral a augmenté le fonds de retraite de \$40,300, mais en trois ans le ministère conservateur l'avait augmenté de près de \$52,000; car c'est aux conservateurs que nous devons la loi créant un

(*) Les Mennonites se sont établis dans le Nord-Ouest en vertu d'une loi passée sous le gouvernement Macdonald et sanctionnée au mois de mai 1873, six mois avant l'arrivée au pouvoir de l'Hon. M. Mackenzie.

fonds de retraite pour les employés publics. Or, en 1870-71, la première année de la mise en opération de cette loi, ce fonds était de \$12,880.49, et, comme en 1873-74 il était de \$64,442.84, les conservateurs l'ont donc, en trois ans, augmenté de \$51,562.35. Comment peuvent-ils reprocher au gouvernement libéral d'avoir, pendant la même période, augmenté ce fonds de \$40,000, surtout lorsqu'ils savent qu'il y avait 2,175 employés ayant droit d'être mis à la retraite ? La loi pourvoit à ce qu'aucun fonctionnaire ne puisse rester dans le service après l'âge de 65 ans, et dans les cas ordinaires 60 ans est l'âge où un employé peut exiger une pension. A l'arrivée au pouvoir des ministres actuels il y avait 500 employés publics dépassant 60 ans, et sur lesquels 200 dépassaient 65 ans, et que quelques uns approchaient même 70 ans. Sur ces 2,000 personnes qui avaient droit à une pension, le gouvernement n'en a mis à la retraite que 30 à 40 par année, soit $1\frac{1}{2}$ p. c. par an. Mais, si, forcé d'exécuter la loi, le gouvernement actuel a augmenté le fonds de retraite de \$40,000, il ne faut pas oublier non plus que les employés ont versé au trésor \$4,000 de plus que sous les conservateurs et que le gouvernement a aboli des emplois qui nous coûtaient \$36,450 annuellement, ce qui balance l'augmentation du fonds de retraite, augmentation, du reste, nécessitée par une loi passée sous l'administration Macdonald. (*Voir statut 1870, 33 Vic. chap. IV, p. 27, version anglaise.*)

SALAIRE DES MINISTRES.

Ne sont pas rares parmi nos adversaires ceux qui accusent le gouvernement Mackenzie d'avoir porté à \$7,000 le salaire des ministres qui n'était, autrefois, que de \$5,000 et qui disent que l'administration actuelle a ainsi augmenté les dépenses de \$26,000 par année.

La réponse à cette accusation se trouve dans le statut de 1873, 36 Vic., ch. 31, p. 96, version anglaise. On y verra que la loi augmentant le traitement des ministres du cabinet et l'indemnité sessionnelle des membres a été passée sous le gouvernement conservateur, à la première session de 1873 et que cet acte a été sanctionné le 23 mai de la même année, 5 mois avant l'arrivée au pouvoir de l'Hon. M. Mackenzie et de ses collègues.

SALAIRE DES JUGES.

Pour la réponse à l'accusation allant à dire que le gouvernement actuel a augmenté le salaire des juges. voir l'acte ci-dessus cité p 97, version anglaise. On y verra que cette augmentation est due au gouvernement conservateur qui l'a effectuée au commencement de 1873.

NOMINATIONS D'EMPLOYES PUBLICS ET AUGMENTATION DES SALAIRES.

L'accusation favorite de l'opposition, le reproche sanglant qu'elle dirige avec le plus de complaisance contre le ministère actuel, c'est d'avoir augmenté le nombre des employés publics et les salaires des fonctionnaires anciens. Comme dans les cas précédents, il arrive que le gouvernement conservateur est le seul coupable. Du 1^{er} janvier au 7 novembre 1873, le ministère Macdonald a nommé plus de 600 employés nouveaux. Du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet, espace de 6 mois, les ministres conservateurs ont fait 230 nouvelles nominations, constituant une dépense annuelle de \$110,836. et ils ont augmenté les émoluments de 360 autres fonctionnaires au montant de \$38,881 ; ce qui, pour six mois, forme un *item* de \$149,717 à ajouter aux frais annuels de l'administration. Mais ce n'est pas tout ; le gouvernement de Sir John, sûr de jouir pendant longtemps des douceurs administratives, n'avait pas encore manifesté, pour créer de nouveaux emplois, l'ardeur qu'il devait montrer plus tard, lorsque les révélations accablantes de l'Hon. M. Huntington sont venues troubler sa sécurité. Dès que les ministres virent leur étoile pâlir ils songèrent à assurer à leurs fidèles disciples des retraites couvenables. Ils n'attendirent pas que leurs partisans fissent application pour obtenir des faveurs, ils firent eux-même application pour trouver des gens à placer. On conçoit que leurs recherches ne furent pas faites en vain, et du 1^{er} juillet au 7 novembre 1873, en 4 mois, ils firent sortir de terre 374 fonctionnaires pourvus de salaires dont le total se chiffre par \$147,353 et ils augmentèrent les émoluments de 973 autres jusqu'à concurrence de \$104,811 ; soit, en tout \$252,214. Plus la fin approchait plus l'enthousiasme était vif ; ainsi en deux jours, entre le 3 et le 5 novembre, ils nommèrent 66 employés. Plusieurs nominations ne devaient prendre effet que le 1^{er} janvier suivant. Quelle prévoyance ! Quel coup-d'œil ! C'est dans cette période de fiévreuse mémoire que MM. Tilley et Crawford furent nommés lieutenants-gouverneurs et que M. Hugh Macdonald fut fait juge. Le jour même où ils devaient tomber, le 6 novembre 1873, les ministres conservateurs, oubliant toute retenue et foulant aux pieds leur propre dignité, demandèrent à l'Hon. M. Mackenzie, qui commandait la majorité de la chambre, de vouloir bien ajourner jusqu'au lendemain : ils avaient encore des amis à nommer ; le temps implacable leur manquait. L'Hon. M. Mackenzie ne voulut pas se montrer trop rigoureux et leur accorda cette dernière et suprême consolation. Une chose dont il faut garder le souvenir : on se rappelle que le parlement fut convoqué le 22 octobre pour prendre en considération les accusations portées par M. Huntington contre le gouvernement Macdonald au sujet de la honteuse transaction connue sous le nom de "Scandale du Pacifique." Or, ce jour-là même, deux des ministres et un membre de la chambre, MM. Crawford, Tilley et Hugh Macdonald étaient nommés, l'un lieutenant-gouverneur d'Ontario, l'autre lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick, et le troisième juge à la Nouvelle-Ecosse.

En arrivant au pouvoir, l'Hon. M. Mackenzie révoqua de ces nouvelles nominations au montant de \$52,286. Le règne des conservateurs était fini, et Sir John A. Macdonald laissait à son successeur le soin de payer les personnes qu'il avait lui-même nommées—*in extremis*—à des emplois publics.

Le 5 mars 1877, M. Dalton McCarthy, un chef subalterne du parti tory, fit motion, secondé par M. Cameron :

Pour la production d'un état contenant les noms des personnes nommées à des emplois entre le 1er janvier et le 7 novembre 1873 ; les noms des employés dont les salaires ont été augmentés pendant cette période, les noms de ceux ainsi nommés à des emplois et dont la nomination a été annulée après le 7 novembre ; aussi un état indiquant si les places qui étaient remplies par ceux dont la nomination a été ainsi annulée, sont demeurées vacantes ou ont été remplies depuis, et si tel est le cas, quand et par qui ; et aussi, si les salaires de ces employés, qui ont été augmentés durant la période ci-dessus mentionnée ont été diminués ou augmentés depuis, tout en indiquant en même temps la réduction ou l'augmentation du salaire de chaque tel employé respectivement.

(Voir *Journaux de la Chambre des Communes* 1877, vol. XI, p. 102.)

La "Réponse" à cette "Adresse" a été produite le 28 avril suivant et elle contenait les détails que nous énumérons ci-dessus et qu'on peut vérifier en consultant le vol. X des documents de la session de 1877, No. 144.

Voici le tableau des nominations faites chaque mois par le gouvernement conservateur, entre le 1 Janvier et le 7 Novembre 1873 :

Janvier, 1873.....	23
Février.....	38
Mars	17
Avril.....	27
Mai.....	58
Juin.....	72
Juillet.....	71
Août.....	52
Septembre.....	54
Octobre.....	146
Novembre (en 4 ou 5 jours).....	70
Total en 10 mois.....	629

LOI DES POIDS ET MESURES.

La mise en opération de la loi concernant l'inspection des poids et mesures nous a coûté :

En 1874-75.....	\$ 69,969.92
En 1875-76.....	99,785.05
En 1876-77.....	111,085.70
Soit pour trois ans	\$280,845.67

Du fait que l'item *poids et mesures* apparaît pour la première fois aux comptes publics en 1874-75, première année du régime libéral, nos adversaires concluent que l'administration actuelle est responsable des dépenses nécessitées par la mise en force de cette mesure. Cependant, si l'on consulte le statut de 1873, version anglaise, on verra à la page 132, que cette loi a été sanctionnée le 23 mai 1873, 6 mois avant l'avènement du ministère Mackenzie! Cette loi n'est venue en force que l'année suivante. Par conséquent c'est le gouvernement Macdonald qui est responsable des dépenses qu'elle exige pour son opération. Le secret de la colère que cette dépense excite chez nos adversaires, c'est que le gouvernement dont ils chérissent la mémoire a été chassé du pouvoir avant d'avoir pu ajouter aux 629 employés nouveaux qu'ils ont nommés dans les huit derniers mois de leur règne la brigade de serviteurs publics nécessaires pour faire fonctionner cette loi de l'inspection des poids et mesures que nous devons à la tendre sollicitude des ministres conservateurs.

FRAIS DE VOYAGE DES MINISTRES.

Après avoir fouillé dans les Comptes Publics nos adversaires toujours en quête d'accusations contre le ministère réformiste sont parvenus à trouver que les ministres du cabinet Mackenzie ont dépensé en frais de route \$4,074 en 1875, \$3,012 en 1876 et \$1,899 en 1877, ou \$8,984 en trois années. Repartie sur treize ministres pendant trois ans cette somme fournit à peine \$250 pour chacun pendant toute l'année. Mais puisque nos adversaires aiment à descendre à ces mesquineries, essayons, pour une fois, de les suivre. Il faut que les ministres voyagent, et lorsqu'ils le font pour le service de l'Etat il est juste que l'Etat les indemnise de leurs dépenses. Nous sommes sur la défensive et nous n'aurions jamais parlé de ces choses si les oppositionnistes ne s'étaient pas montrés les agresseurs. Nous ne leur avons jamais reproché leurs frais de voyage et quand nous en avons parlé, ce n'a été que pour faire voir combien leurs attaques étaient frivoles et combien sur ce chapitre les ministres conservateurs s'étaient montrés extravagants, si, comme ils le prétendent, on doit trouver les ministres réformistes prodigues.

De 1868 à 1873-74, cinq ministres conservateurs firent des voyages en Angleterre. Le trésor public eut à déboursier pour ces voyages \$20,040 ou une moyenne de \$5,008 par voyage.

Sous le cabinet Mackenzie, il y a eu quatre voyages en Angleterre, et le public n'a eu à payer que \$5,461.72 ou en moyenne \$1,820 soit environ le quart du montant déboursé pour les voyages des ministres conservateurs.

Voici un tableau des dépenses de voyage de Sir John A. Macdonald pendant plusieurs années:

1866-67.

Hon. J. A. Macdonald, dépenses de voyages.....	\$ 300.00
H. Bernard, (député ministre et beau-frère de Sir John) pour dépenses de voyage.....	437.00
Secrétaire privé, dépenses de voyage.....	138.50
Voitures de place.....	80.13
H. Bernard, dépenses en Angleterre.....	11,000.00
Convois spéciaux.....	740.50

1867-68.

Sir John A. Macdonald, dépenses de voyage.....	342.00
H. Bernard, dépenses de voyage.....	90 05
Secrétaire privé, dépenses de voyage.....	265.55
Voitures de place.....	464.98
Dépenses en Angleterre.....	24,333.33

1868-69.

Dépenses de Sir John A. Macdonald et de sa suite.....	389.53
Délégués à Halifax.....	488.53
Voitures de place.....	547.77

1869-70.

Sir John A. Macdonald, dépenses de voyage.....	430.26
Secrétaire privés, dépenses de voyage.....	166.22
Voitures de place.....	526.00

1870-71.

Sir John A. Macdonald, dépenses de voyage.....	336.58
H. Bernard, dépenses de voyage.....	212.00
Secrétaires privés, dépenses de voyage.....	115.59
Dépenses au Queen's Hotel, Toronto.....	61.50
Voitures de place.....	58.01

1871-72.

Très-hons. Sir John A. Macdonald, dépenses de voyage.....	632.48
H. Bernard, dépenses de voyage.....	62.60
Secrétaires privés, dépenses de voyage.....	523.04
Voitures de place.....	456.50

Pendant que l'Hon. M. Mackenzie a dépensé pour frais de voyage en Angleterre la somme de \$2,433.33, Sir John A. Macdonald et ses employés ont dépensé \$11,000 et \$24,333. La différence est facile à établir. L'Hon. M. Mackenzie n'a dépensé que \$19.50 pour cochers et Sir John A. Macdonald a dépensé \$80.13, \$464.98, \$547.77, \$526, \$58.91 et \$456.50. Pour ses dépenses ordinaires de voyage et celles de son secrétaires, M. Mackenzie a payé \$162.50 pendant que Sir John A. Macdonald a payé à même les fonds publics \$925.50, \$697.60, \$877.60, \$96.47, \$925.69 et \$1,218.12.

Au public de juger.